

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

Quelle gauche pour quel avenir ? Une réponse socialiste.

Maria Roth-Bernasconi, conseillère nationale et co-présidente des femmes socialistes suisses

Quelle gauche pour quel avenir ? Cette question, surgie des événements politiques de 2007, me semble essentielle, et je suis ravie de contribuer aujourd'hui à y apporter une réponse. L'année 2008 qui commence marque les **120 ans** de la formation politique à laquelle j'appartiens, le **Parti socialiste suisse** (PSS). A l'occasion de cet anniversaire, je vous propose une brève incursion dans le passé. Le but de cette plongée dans les origines, c'est un « **retour vers le futur** » : mon propos consistera à voir d'où vient le PS pour mieux définir où il va, à cerner son identité propre pour mieux dessiner les alliances qu'il peut conclure avec d'autres afin de relever les défis actuels, essentiellement, du fait de ma fonction, au niveau fédéral.

Un peu d'histoire, donc. Dès l'origine, selon l'ancien président du parti Helmut Hubacher, « *le PSS s'est donné pour but stratégique d'ajouter à la démocratie politique les éléments de la démocratie économique* ». ¹ C'est-à-dire d'assurer à l'ensemble de la population, y compris à celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, le droit à des conditions de vie décentes et dignes. Dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle, en effet, apparaissent un chômage persistant et divers problèmes sociaux posés, en Suisse et ailleurs, par les grands centres industriels. ² Les revendications ouvrières sont portées par la première Union ouvrière suisse, supplantée par l'Union syndicale suisse en 1880. Sur le plan politique, les intérêts du mouvement ouvrier se distancient progressivement du radicalisme de gauche pour aboutir, en 1888, à la naissance du PSS.

Il est intéressant de noter qu'à l'origine, le parti socialiste est, notamment en Suisse romande et particulièrement à Genève, un parti de « migrants », et que c'est sous l'influence des différentes Internationales socialistes que le PSS a vu le jour. Cette **dimension internationale** est au cœur du PSS et en est, je le crois, une spécificité par rapport aux autres formations de droite comme de gauche. Aujourd'hui encore, comme l'écrit Pascal Holenweg, « *il n'y a (...) de projet socialiste concevable que fondé sur la solidarité internationale.* » ³ Cette solidarité internationale est portée par les **structures du PS que sont l'Internationale ou les Femmes socialistes internationales**. Sa concrétisation passe notamment par le **renforcement de la politique de**

¹ *Cent ans de parti socialiste suisse 1888-1988*. Editions d'en bas, 1988, p. 348.

² Cf. *Les origines du socialisme en Suisse romande*, Cahier n°5. Association pour l'histoire du mouvement ouvrier, 1988, pp.153 et suivantes.

³ *De Hiroshima à Tchernobyl, mouvements socialistes et mouvements sociaux*. Ed. Collège du travail, 1989, p.65.

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

développement en faveur de l'équilibrage des rapports Nord-Sud. Elle passe aussi par l'**ouverture de la politique de l'immigration et de l'asile**, qui doit respecter les droits humains et permettre l'accueil ainsi que l'intégration des personnes migrantes.

Ouverture, le mot est lâché. En effet, la dimension internationale intrinsèque au PSS s'incarne aujourd'hui dans cette dimension d'ouverture. J'en veux pour preuve les **positions de la Plate-forme électorale du PSS** pour les élections fédérales de 2007. Le PS exige, entre autres, un renforcement massif de la coopération au développement pour atteindre les objectifs du millénaire fixés par l'ONU. Il vise aussi, dans ce but, à améliorer les structures mondiales existantes telles que l'OMC, afin que le round de Doha devienne un round de développement. Il souligne la nécessité de mener une **politique étrangère active** et cohérente afin de respecter l'article 54 de notre Constitution, qui stipule que la Confédération « *contribue notamment à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles.* » Last but not least, le PSS réclame la relance de la demande d'**adhésion de la Suisse à l'Union européenne** (UE). Le bilatéralisme rencontre en effet des limites : notre pays perd sa souveraineté, forcé de s'adapter à l'évolution du droit de l'UE dans le cadre des traités qu'il a conclus. C'est le cas par exemple avec les modifications intervenues depuis l'acceptation de l'accord de Schengen, que la Suisse doit aujourd'hui ancrer dans la Loi sur les étrangers sans avoir pu participer à la prise de décision. En outre, au-delà de cette dimension pragmatique, l'UE reste un grand creuset pour œuvrer à la paix en Europe.

Mais l'ouverture du PS ne s'arrête pas à la substance des politiques menées: elle s'étend à la **stratégie institutionnelle** adoptée à vrai dire dès les débuts du mouvement et à l'origine de scissions ultérieures: je veux parler du choix du réformisme et de la **participation au pouvoir**, dans la position assez particulière de « *force d'opposition participant au gouvernement.* »⁴ Cette responsabilité gouvernementale du PSS lui vaut les critiques d'autres formations de gauche qui, à l'image du Parti du travail et des Verts, ne siègent pas ou pas encore au Conseil fédéral. Et en effet, cette responsabilité gouvernementale pose la question des limites entre pragmatisme, compromis et collégialité d'une part et résistance, clarté des objectifs et liberté d'expression d'autre part. A cet égard, soulignons que le programme du PSS prévoit que tout-e élu-e socialiste doit suivre des règles de conduite : « *son action doit être guidée par la pensée socialiste. Les socialistes étant minoritaires, il ou elle peut être amené-e à faire des compromis ; mais dans ce cas, la position socialiste doit être clairement exprimée.* »

⁴ Ibid., p.77.

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

Ces considérations m'amènent à élargir la discussion à **l'ensemble de la gauche**. Par rapport à tous les autres partis, le PSS a cette dimension internationale spécifique qui fonde sa politique actuelle d'ouverture. Par rapport à des formations de gauche plus révolutionnaires, le PSS a choisi sa tactique propre : « *évolution plutôt que révolution, réformer plutôt que tout casser* », pour reprendre les mots de Helmut Hubacher.⁵ Par rapport aux Verts, le PSS a une longue expérience gouvernementale et, tout en défendant l'environnement, met l'accent sur les priorités sociales du fait de son histoire intimement liée au mouvement ouvrier. Mais avant tout, le PSS est un parti de gauche qui, en tant que tel, fait front commun avec la gauche contre la droite. « *Le réalisme et la sagesse ne devraient-ils pas nous conduire à admettre la pluralité de la gauche, des gauches ?* », demandait Pierre Jeanneret il y a 20 ans déjà.⁶ A mon sens, nous devons reconnaître cette pluralité pour mieux faire alliance autour de nos valeurs communes, « *dans le respect des identités propres de chaque mouvement* », comme le dit mon collègue vert au National Antonio Hodgers.⁷

Mais quelles sont les **valeurs communes à la gauche**? Selon moi, ces valeurs s'incarnent dans une dimension négative –la **résistance par rapport à la droite**– et dans une dimension positive, la **solidarité**. Prenons d'abord la **résistance par rapport à la droite**. Bien sûr, l'opposition de départ entre prolétaires et bourgeois a évolué avec la société. D'ancien parti ouvrier, le PSS est devenu parti populaire de gauche. Autrement dit, selon Pascal Holenweg, « *à une base sociale devenant improbable va progressivement se substituer, comme facteur d'unification, une base « éthique », un ensemble de principes autour desquels des hommes et des femmes aux origines, aux parcours, aux situations et aux intérêts divergents puissent se rassembler.* »⁸ Cette base éthique commune aux adhérentes et adhérents du PS inclut la résistance, partagée avec l'ensemble de la gauche. Dans une société qui reste marquée par de profondes divisions, il est à peine caricatural de dire que la droite, et en particulier l'UDC, s'engage pour les intérêts des 5% les plus riches, comme le montre la toute prochaine votation sur la réforme de l'imposition des entreprises en faveur des gros actionnaires. En face, la gauche s'engage pour la justice sociale, l'égalité des chances pour toutes et tous, ainsi que le respect de notre environnement commun. La résistance de gauche, c'est celle que nous déployons face à la pensée unique : comme le dit Pierre-Yves Maillard, la droite voudrait nous faire croire qu' « *il faut de la concurrence dans tous les domaines, sauf dans celui des idées.* »⁹ C'est encore la résistance à l'ultralibéralisme, à la

⁵ Op. cit., p.348.

⁶ Ibid., p.277.

⁷ *Post Scriptum*. Courrier des lecteurs, 27 avril 2007.

⁸ Op. cit., p.74.

⁹ Pour un moratoire sur l'injustice sociale. Discours de Pierre-Yves Maillard, vice-président du PSS, au Sommet social d'Olten, 3 juillet 2007.

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

précarité du travail, à la croissance de la pauvreté, de l'exclusion et du chômage.¹⁰ C'est cette résistance qui tend, comme l'annonce le programme du PSS, à « *modifier les structures de décision de l'économie pour mettre celle-ci au service de l'humain.* »

Concrètement, au plan fédéral, le PS et ses alliés ont réussi à stopper les projets néolibéraux de la droite que sont le contre-projet Avanti, la 11^{ème} révision de l'AVS et le paquet fiscal. Dans la législature qui commence, le PS et ses alliés s'engagent contre la réforme de l'imposition des entreprises. Autres exemples importants à l'avenir: nous résisterons à la privatisation du système de santé proposée par une initiative populaire UDC et à celle des services publics en général, régulièrement remise sur le tapis. Nous résisterons aussi au relèvement de l'âge de la retraite et à la baisse des rentes du 2^{ème} pilier.

Mais la gauche n'est pas qu'une force de réaction par rapport à la droite. Nous devons aussi nous unir dans l'action, pour formuler et défendre des propositions. Le dénominateur commun des propositions de la gauche, c'est la **solidarité**. Solidarité envers les plus démunis-e-s : c'est cela que vise par exemple l'initiative pour plus de justice fiscale en voulant interdire les barèmes dégressifs et fixer un taux d'imposition minimal pour les hauts revenus. Solidarité envers les personnes âgées ou atteintes dans leur santé : c'est ce qui sous-tend nos propositions pour le financement de l'AVS et de l'AI par le biais d'une augmentation des cotisations salariales (qui pourraient aussi être prélevées sur les dividendes) et/ou de la TVA. Solidarité envers les personnes d'origine étrangère, les femmes, les travailleuses et travailleurs, qui doivent pouvoir trouver un emploi, travailler dans des conditions décentes et profiter d'une retraite flexible. Solidarité envers les familles et les enfants : le développement des structures de garde, de l'assurance maternité, l'introduction des prestations complémentaires pour familles dans le besoin, du congé paternité et du congé d'adoption, même s'ils se heurtent à d'immenses résistances politiques, doivent être défendus.

La solidarité envers les enfants passe aussi par la préservation de notre environnement, et donc par une politique encourageant les énergies renouvelables au détriment du nucléaire, qui doit être abandonné, ainsi que la mobilité douce aux dépens des carburants, qui doivent être taxés. Sur le terrain économique même, traditionnellement squatté par la droite, la gauche doit s'engager de manière unie et faire connaître son programme. A cet égard, le PSS dispose d'expertises de pointe en matière économique et défend résolument, « à la scandinave », un maximum de règles sociales dans un système libéral.

¹⁰ Cf. *Vive la politique !* Jean-Claude Rennwald, Editions CJE, 1998, pp.303 et suivantes.

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

On le voit, les défis sont nombreux. Pour les relever, **le PSS a besoin des Verts et des petits partis de gauche**. Ces derniers, comme le dit Jean-Claude Rennwald, « *exercent sur la gauche un rôle irremplaçable d'aiguillon* »¹¹, de par leur capacité critique et de mobilisation. Et puis, en tant que socialiste, je suis convaincue que l'union fait la force : les différentes composantes d'une gauche plurielle peuvent impulser une dynamique qu'un seul parti ne saurait créer. Nous devons aussi pouvoir faire alliance, au gré des dossiers politiques, avec les mouvements sociaux défendant les intérêts des citoyennes et citoyens sur des sujets particuliers.

Ces alliances sont **particulièrement** cruciales **dans le contexte actuel**. Le 12 décembre dernier, l'éviction de Christoph Blocher et l'élection d'Eveline Widmer-Schlumpf au Conseil fédéral ont montré l'importance de former un front républicain pour contrer les excès de l'extrême-droite. Cette victoire démocratique fait un peu passer le goût amer laissé par le bon score de l'UDC aux dernières élections, mais elle ne doit pas nous faire oublier l'essentiel : ne pas nous contenter de réagir, mais agir aux racines du problème.

Car si Christoph Blocher est un jour entré au Conseil fédéral, si l'UDC connaît le succès que l'on sait, c'est que l'électorat a permis ou voulu cela. La part de l'électorat qui a voulu cela, c'est l'ensemble celles et ceux qui s'abstiennent de voter, ce qui joue, c'est bien connu, en défaveur de la gauche. A l'origine de cet abstentionnisme, une certaine indifférence face à la politique, dans un monde où les faits divers et le « vide de la pensée » envahissent l'espace médiatique. La part de l'électorat qui a voté UDC, c'est l'ensemble de celles et ceux qui, dans une société concurrentielle et atomisée, voient leur niveau de vie diminuer de plus en plus et qui prennent peur. Or, **la peur est un terreau fertile pour les formations populistes**, qui la cristallisent habilement autour de questions identitaires pour faire passer des réformes en réalité contraires aux intérêts de celles et ceux qui y donnent leur voix.

Pour atteindre les objectifs communs que j'ai décrits, il nous faut donc revenir à une forme d'« **éducation des masses** », chère au socialisme et adaptable au contexte actuel. Concrètement, il nous faut communiquer clairement pour faire comprendre au peuple que ses intérêts sont représentés par la gauche, et prétérités par l'UDC. Dans ce but, nous devons faire apparaître les enjeux des choix politiques, concrètement, pour les individus. Oui, les choix politiques ont des conséquences, et voici quelles elles seront, pour votre pouvoir d'achat, pour votre logement, pour votre formation, votre emploi et pour votre cadre de vie. Mais il nous faut aller au-delà du simple marché des « voix » et tenter de ressusciter un certain sens civique, de recréer un lien de confiance entre le peuple et la

¹¹ Op. cit., p.237.

Journée de débat solidaritéS 19 janvier 2008

« Quelle gauche pour quel avenir ? »

« classe politique » stigmatisée par l'UDC. Pour ce faire, nous devons sensibiliser la population dès l'enfance à l'importance de l'action politique, à travers des cours d'éducation civique plus importants qu'à l'heure actuelle. Nous devons aussi être à l'écoute des citoyennes et citoyens, de leurs préoccupations, et en retour les informer du sens et de l'avancée de nos actions. C'est dans ce but de dialogue que le PS est en train de mettre sur pied plusieurs projets pour rencontrer la population, pour mieux communiquer, pour motiver les militant-e-s à participer aux actions.

A ces conditions, en s'unissant tant sur le contenu que sur la stratégie, la gauche parviendra peut-être à **mettre à terre les épouvantails** brandis par la droite pour mieux soumettre les classes moyennes. Parmi ces épouvantails, je pense à ceux de la pénurie énergétique ou de l'invasion étrangère. Cette stratégie de l'épouvantail n'est pas nouvelle : « *la journée de huit heures mènera notre économie à la ruine* », prophétisait le directeur de Sulzer dans les années 1920. On voit ce qu'il en est aujourd'hui...

Puisque aujourd'hui, nous sommes en 2008 et qu'en plus de l'anniversaire du PSS, nous fêtons cette année les **40 ans de mai '68**, je laisserai dans un esprit rassembleur le mot de la fin à l'eurodéputé vert Daniel Cohn-Bendit, qui nous dit : « *la gauche ne peut pas créer un mouvement historique si elle se contente d'être une force de répartition. Aujourd'hui, elle doit **proposer un autre mode de vie. Un projet qui remette au premier plan l'envie de vivre des gens, qui mette la compétitivité et le travail au service de la vie.*** »¹²

¹² Cité par Jean-Claude Rennwald, op. cit., p.299.